



Extract of Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Le-Plan-Nord-a-revoir>

Pour les chefs de l'Alliance stratégique innue

Le Plan Nord à revoir !

- Politique québécoise - Environnement -



Publication date: mardi 12 juillet 2011

Les chefs de l'Alliance stratégique innue

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Selon Ghislain Picard, chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL), le Plan Nord bafoue les droits territoriaux de certaines communautés autochtones. Les chefs des Premières Nations formant l'Alliance stratégique innue se joignent à lui pour dénoncer la situation.

Lors du dévoilement du Plan Nord, le 9 mai dernier, le chef Picard a rappelé que les droits des communautés des Premières Nations ne sont pas les mêmes que ceux des municipalités couvertes par le programme de développement du Nord québécois. « Autrement dit, on ne consulte pas les Premières Nations comme on consulte une chambre de commerce ou une municipalité », a martelé M. Picard.

Le chef de l'APNQL a expliqué que les communautés, qui n'ont pas signé la Convention de la Baie-James et qui ont des droits sur d'autres portions territoriales du Nord, n'ont pas été consultées, y compris certains peuples installés au sud du 49e parallèle.

Toujours selon le chef Picard, il est primordial d'entreprendre des pourparlers, notamment sur la question des redevances. « On ne devrait pas reporter à plus tard des discussions qui doivent avoir lieu maintenant. Sans entente avec les Innus, ce sera difficile de faire avancer le Plan Nord. Les logements sociaux sont insuffisants, les infrastructures communautaires inadéquates et il y a un net manque de formation pour accéder aux emplois », a déclaré le chef Picard, qui n'en est pas à sa première sortie contre le Plan Nord. Ainsi en mai 2009, dans une lettre adressée au premier ministre Charest, il a déploré le manque de respect du Plan Nord à l'égard des Premières Nations.

De plus, Ghislain Picard déplore le fait que la dernière rencontre entre l'Assemblée des Premières Nations du Québec et le gouvernement Charest remonte à 2008. Pour sa part, Geoffrey Kelley, ministre responsable des Affaires autochtones, se défend bien et affirme avoir rencontré M. Picard à quelques reprises depuis sa nomination le 3 février dernier.

Quant à eux, les chefs des Premières Nations formant l'Alliance stratégique innue, soit George.-C.S. Bacon d'Unamen shipu, Georges-Ernest Grégoire d'Uashat mak Mani-utenam, Réal McKenzie de Matimekush-Lac John, Raphaël Picard de Pessamit et Jean-Charles Piétacho d'Ekrianitshit, n'ont pas assisté au dévoilement du Plan Nord. Nous demandons au gouvernement de respecter ses obligations à notre égard. Le gouvernement ne nous a pas consultés, alors qu'il en a l'obligation. On ne lui signera certainement pas un chèque en blanc, pour exploiter nos territoires », a déclaré Raphaël Picard.

Rappelant les injustices historiques subies par les Innus, les chefs de l'Alliance déplorent les fausses promesses, l'absence totale de consultation et la lenteur des négociations déjà en cours. « Notre message est clair : nous avons des droits qui exigent notre consentement pour tout projet de développement sur nos terres ancestrales. La démarche entreprise par le gouvernement du Québec devra faire dans le respect des droits ancestraux et issus de traités » ; a déclaré le chef George.C.S. Bacon.

Aux premières heures de son élection, le jeune député fédéral innu de Manicouagan, Jonathan Genest-Jourdain, a estimé que le Plan Nord est à revoir. Pour lui, c'est la ligue d'improvisation, De façon claire, il a expliqué que les Innus sont loin d'adhérer au Plan Nord en ajoutant des exemples des refus des Innus, dont le projet hydroélectrique de la Romaine. Avant d'être député, Jonathan Genest-Jourdain a milité contre le projet de la construction d'une mine d'uranium.

Le Plan Nord à revoir !

En entrevue avec Innuvelle, le ministre a insisté pour dire que rien ne sera fait avant d'avoir discuté avec les nations concernées. « Ayant pour objectif le dialogue et le respect, ma porte est grande ouverte pour les discussions qui découlent du Plan Nord. Nous sommes préoccupés de régler toutes les questions territoriales. On va toujours respecter nos obligations légales de consultation » a déclaré le ministre Kelley.

Cet article est tiré du journal Innuvelle (http://www.amecq.ca/actualite/2011/6/15/le_plan_nord_a_revoir/)